



le libertaire

revue de synthèse anarchiste

N° 65
JUN-JUILLET 2014

Édité par le
groupe libertaire Jules. Durand

F.N. : Ne jouons pas à se faire peur ...mais organisons la nécessaire riposte sociale!

Un score d'extrême droite à relativiser. Tout d'abord, l'abstention a été énorme : 57,57% des personnes inscrites sur les listes électorales !

Ce qui se traduit en réalité par des résultats électoraux des plus piteux pour tous les partis politiques. De fait le F.N. recueille 10,12% des inscrits, l'U.M.P. 8,47%, le P.S. 5,69%, les centristes 4,04%, les écolos 3,64% et le Front de gauche 2,58%. C'est la représentativité des partis politiques d'aujourd'hui. Si on ajoute à tous ces pourcentages toutes les personnes non inscrites sur les listes électorales et celles qui n'ont pas le droit de vote bien que résidant en France, on voit l'état de délabrement de toutes les composantes politiques institutionnelles.

Au Havre, ce délabrement est encore accentué par un taux d'abstention encore plus fort qu'au niveau national : 67% !

Les 24% du FN et les 10% du Front de gauche ne pèsent en réalité pas grand-chose dans notre ville. Les résultats électoraux donnent cependant des indications sur l'état de l'opinion publique à un moment donné.

Dans les villes ouvrières comme Le Havre, Elbeuf... les travailleurs qui votent FN le font sur la base du rejet de l'étranger, c'est un vote d'adhésion aux idées racistes. Dans les

campagnes, le vote FN correspond aussi à la peur de l'autre et à une insécurité ressentie, distillée à long terme dans les médias.

En réalité les ouvriers se retrouvent pris en otage des politiciens. S'ils votent pour « la gauche », cette dernière prétendra que leurs votants sont d'accord avec la politique menée. S'ils s'abstiennent, ils sont accusés de la montée du FN.

Mais cette montée du F.N., ce sont les résultats de l'Europe des 3% et de cette gauche d'austérité. Si on ajoute la corruption politique et toutes les tambouilles électorales et scandales à droite et à gauche, nous avons tous les ingrédients de la montée de tous les populismes. On constate parallèlement que le Front de gauche est mis dans le panier de crabes de la gauche et le PS entraîne le PC dans sa chute vertigineuse.

Le FN a de beaux jours devant lui car il va attirer tous les vautours de la politique qui vont venir chercher des places. La soupe est chaude.

Face à ce constat, les salariés et les chômeurs n'ont d'autre choix que de retrouver le chemin des luttes victorieuses en prenant leurs affaires en mains.

Le FN est un parti qui ne s'appuie pas uniquement sur les pauvres des quartiers. Il est très populaire

dans l'armée, la police, les CRS... un certain milieu juriste et un certain patronat toujours en attente de paix sociale pour engranger des profits juteux. Cet attelage hétéroclite fait partie de son électorat. Le FN est un parti aussi de riches. C'est donc un conglomérat de diverses composantes dont le but final sera de nous coller l'équivalent d'une nouvelle charte du travail.

Pour faire reculer l'extrême droite, il faut lutter pour répartir également les richesses. Notre outil privilégié est le syndicalisme mais un syndicalisme indépendant des partis politiques. Nous le redisons, la lutte contre le chômage est la meilleure parade à la montée de l'extrême droite car ventre affamé n'a pas d'oreilles. Tous les autres combats sur les valeurs...relèvent de l'incantatoire, même s'ils sont nécessaires!

Pour autant le syndicalisme n'échappera pas à une rénovation des pratiques et des buts affichés, la politique politicienne ayant fait faillite.

L'anarcho-syndicalisme reste le vecteur principal d'un changement de société.

Au travail, Compagnons !

JAMES GUILLAUME La Question politique

Nous constatons avec un bien grand regret une tendance funeste qui se manifeste chez les travailleurs de tous les pays à introduire quelques-uns des leurs dans les gouvernements actuels, afin d'y obtenir quelques avantages immédiats pour la classe ouvrière. »

Qui disait cela ?

C'est l'Égalité du 4 décembre 1869. Cette même Égalité qui tient maintenant un langage si différent, jadis elle parlait comme nous, elle défendait les véritables principes socialistes.

Ah ! C'est que dans ce temps-là elle était l'organe de l'Internationale dans la Suisse romande ; sa rédaction était remise à un Comité élu par le Congrès romand. Les sections lisaient l'Égalité d'alors avec plaisir, et personne n'aurait songé à demander qu'elle passât en d'autres mains.

Mais un jour vint – un jour de malheur pour la Fédération romande – où la rédaction de l'Égalité, à la suite des faits qui seront bientôt jugés par le Comité fédéral, crut devoir donner sa démission en masse ! Robin, Becker, Perron, Guilmeaux, Pinier, Dutoit, Lindegger de retirèrent. Le journal tomba entre les mains de M. Woehry, le seul membre restant de la rédaction ; des collaborateurs dont nous ne connaissons pas les noms (l'Égalité n'ayant pas rendu de comptes au Congrès) lui furent adjoints par l'ancien Comité fédéral. A partir de ce jour, l'Égalité changea de ton, et devint ce qu'elle est encore aujourd'hui, un organe du socialisme bourgeois.

Nous avons ouvert cette parenthèse pour faire comprendre à nos

amis du dehors, qui connaissent imparfaitement les affaires de la Fédération romande, comment un changement si étonnant a pu s'opérer dans les principes d'un journal qui continue à se donner comme l'organe de nos sections. L'ancienne Égalité, l'Égalité socialiste révolutionnaire, est morte le 3 février 1870, avec la démission de l'ancienne rédaction. Elle est ressuscitée le 11 avril avec le premier numéro de la Solidarité, dans laquelle écrivent les mêmes hommes qui rédigeaient l'Égalité d'autrefois.

Revenons à notre sujet, la question politique.

L'Égalité, après la réflexion par laquelle nous avons commencé cet article, reproduisait quelques passages des conseils donnés par la Liberté de Bruxelles aux travailleurs belges. La Liberté disait entre autres :

Entre la vieille société politique et la future société économique, il y a un abîme sur lequel il faut se garder de jeter un pont. Rien ne peut favoriser la cause des travailleurs comme leur ilotisme politique d'aujourd'hui. Le jour où elle tomberait dans le parlementarisme, c'en serait fait de l'avenir de la classe ouvrière. Elle serait prise dans l'engrenage de la politique dite progressiste, laquelle ne consiste qu'à prolonger l'existence de la vieille société et des vieux partis en leur arrachant des réformes, en leur imposant des replâtrages lorsqu'il ne faut que démolir. Il s'agit de créer un nouvel ordre de choses, non d'améliorer l'ancien au moment surtout où celui-ci s'effondre. Si un seul ouvrier participait au gouvernement de la Belgique, quel opprobre pèserait sur la classe ouvrière après une fusillade comme celle de l'Épine, ou en présence d'une loi comme celle de la milice ! Les progressistes transigent avec les abus. Pour une réforme octroyée, ils se rangent du côté du pou-

voir et deviennent exploitants et tyrans à leur tour. Mais les républicains socialistes n'acceptent aucun rôle, aucune fonction dans un gouvernement basé sur l'exploitation.

Ces paroles résument admirablement notre propre programme, celui du Congrès romand de La Chaux-de-Fonds. Et, on le voit, il y a longtemps que ces idées étaient les nôtres, puisque notre organe d'alors, l'Égalité, les proclamait il y a cinq mois. – Et, chose étrange, chacun était alors content de l'Égalité, même nos adversaires d'aujourd'hui.

Examinons la question de plus près et prenons un exemple pour mieux préciser nos idées. Nous choisirons Genève.

Pour les ouvriers genevois, il y a deux alternatives : se mêler de politique locale, chercher à faire passer quelques-uns des leurs dans les Conseils législatif et exécutif (ce sont les termes mêmes de la résolution de la minorité du Congrès), ou bien s'abstenir de toute participation aux élections, et consacrer toute leur activité à faire de la propagande, à renforcer leur Sections, à se fédérer avec les Sections voisines, à organiser sur un pied solide leurs caisses de résistance.

Voyons ce qui arrivera si les ouvriers genevois choisissent la première alternative.

Il y a deux mille internationaux à Genève. Sur ce nombre, combien y en a-t-il qui jouissent du droit électoral ? La moitié ? C'est trop dire probablement. Cependant, posons que la moitié des internationaux de Genève soient électeurs : voilà donc mille votants.

Suite Page 3



Que feront ces mille votants ?

Donneront-ils l'appui de leurs suffrages à l'un des partis politiques existants, les radicaux et les indépendants, ou bien se constitueront-ils en troisième parti ?

Voilà une première question qui sera déjà la cause de bien des dissensions. Chacun le sait, il y a dans l'Internationale bon nombre d'ouvriers qui, par tradition, se rattachent encore à l'un ou l'autre des partis politiques. Ceux-là iront voter les uns pour Fazy, les autres pour la « ficelle » ; quand ils se rencontreront au Cercle international, pourront-ils se serrer la main avec cordialité ? N'est-il pas probable, au contraire, qu'ils se querelleront, qu'ils s'échaufferont, et le Cercle ouvrier ne pourrait-il pas, à la veille d'une élection se trouver transformé en succursale de la boîte à gifles ? On nous dit même que cela a failli déjà arriver une fois. Prenez-y garde, ouvriers genevois ; c'est la bourgeoisie qui rirait bien de vous voir vous donner des bourrades pour ses beaux yeux.

Mais supposons que cela ne se passera pas ainsi, et mettons les choses au mieux. Nous admettons que tous les internationaux ont rompu à jamais avec les partis bourgeois, et qu'ils forment à Genève un seul parti compact et résolu d'ouvriers socialistes. Très bien. Ce parti aura-t-il la majorité dans les élections ? Sera-t-il assez fort pour l'emporter sur les deux

autres qui se coaliseront contre lui ? Non, c'est impossible : il suffit de se rappeler qu'il y a à Genève huit mille électeurs prenant part au vote : les ouvriers seront à peine un contre quatre, ils seront battus, c'est clair comme le jour.

Pendant, allons plus loin et accordons que les ouvriers auront pu triompher, au moins partiellement, dans les élections. Nous supposons qu'ils aient fait passer deux ou trois des leurs au Conseil d'État. Ces ouvriers devenus conseillers d'État resteront-ils fidèles au socialisme ? N'est-il pas probable que le pouvoir leur tournera la tête, leur corrompra le cœur, et qu'aussitôt arrivés à cette position bourgeoise par excellence, ils renieront leurs anciennes convictions ? L'histoire nous apprend que cela est toujours arrivé ainsi.

Nous voulons admettre néanmoins, pour continuer notre raisonnement, que les socialistes placés de la sorte dans le gouvernement de Genève seront des hommes incorruptibles, des êtres exempts de toutes les faiblesses de la nature humaine.

Une fois au Conseil d'État, que feront-ils ?

Ils essaieront des réformes ? Mais leurs collègues s'y opposeront. – Voilà que nous sommes encore obligés d'admettre que les socialistes seront en majorité au Conseil d'État. Soit. Mais ce Conseil d'État

socialiste, que pourra-t-il faire en face d'un Grand Conseil bourgeois ? Il faut donc admettre que la majorité du Grand Conseil sera composée d'ouvriers. Mais dans ce cas, ouvriers genevois, si vous êtes assez forts, assez nombreux, assez unis, pour vous emparer du Conseil d'État et du Grand Conseil, à quoi bon conserver ces formes gouvernementales établies par la bourgeoisie ? Supprimez ce gouvernement qui n'a plus de raison d'être dans une société égalitaire, et faites la révolution.

C'est ici que nous attendons nos contradicteurs. – Nous voulons éviter la révolution si c'est possible, disent-ils ; nous voulons, au moyen de réformes constitutionnelles arriver peu à peu et sans secousses violentes à abolir tous les privilèges et à établir l'égalité.

Ce projet est très beau, sans doute, mais c'est une utopie qu'on est étonné d'entendre énoncer à des hommes qui devraient avoir réfléchi. Quoi ! Vous pensez pouvoir échapper à la révolution ! Vous n'avez donc aucune idée claire de ce qui doit se passer pour que le travail soit affranchi ! Nous vous supposons au pouvoir, socialistes non révolutionnaires. L'un de vous est chef du département militaire. Que doit-il faire ? – Conserver l'ordre de choses existant, en le réformant dans quelques détails ? Non, c'est le programme du libéralisme bourgeois ; un socialiste doit abolir entièrement l'armée : et voilà la REVOLUTION.

Suite Page 4

Un de vous est chef du département de justice et de police. Que doit-il faire ? – Replâtrer un peu les vieilleries juridiques, changer le personnel des tribunaux, épurer la police ? Non, c'est le programme du libéralisme bourgeois. – Un socialiste doit abolir tout ce qu'on a appelé justice jusqu'à présent : et voilà la REVOLUTION

Un de vous est directeur des cultes. Que doit-il faire ? – Régler sagement les rapports de l'État et es corporations religieuses, défendre la société contre les empiètements du clergé, chercher à constituer l'Église libre dans l'État libre ? Non, c'est le programme du libéralisme bourgeois. – Un socialiste doit dire : Il n'y a pas de directeur des cultes ; il n'y a plus de cultes publics, il n'y a que la liberté ! Et voilà la REVOLUTION.

Un de vous est directeur des finances. Que doit-il faire ? – Alléger le budget, diminuer les impôts, éteindre la dette publique ? Non, c'est le programme du libéralisme bourgeois. – Un socialiste doit supprimer le budget, abolir les impôts existants, et laisser la société nouvelle organiser les services publics comme elle l'entendra ! Et voilà la REVOLUTION.

La logique est de notre côté, à nous qui savons clairement ce que nous voulons, et qui le disons avec franchise. Et c'est pour cela que tôt ou tard ceux des ouvriers qui sont encore restés en arrière, et qui se laissent bercer par les paroles trompeuses des en-

En lisant dans l'Égalité le rapport des sections genevoises sur la question de l'attitude de l'Internationale vis-à-vis des gouvernements, notre première réflexion a été celle-ci : Quel dommage que la majorité et la minorité du Congrès romand se soient séparées ; au lieu de traiter en commun leur ordre du jour ! Combien il eût été plus facile, dans une discussion, de s'expliquer clairement, de faire disparaître certains malentendus et d'arriver peut-être à l'union ! Et combien cette manière de s'éclairer mutuellement eût peut être préférable à cette polémique sans conclusion possible à laquelle se livrent aujourd'hui l'Égalité et la Solidarité

Mais, enfin, ce qui est fait est fait. N'en parlons plus, et tâchons, s'il se peut, que des articles de journaux, écrits avec modération et dans le désir sincère d'arriver à la vérité, sorte quelque profit pour la cause du socialisme.

Examinons un à un les arguments contenus dans le

dormeurs, marcheront avec nous dès qu'ils auront ouvert les yeux à la vérité.

Le moment n'est pas éloigné où, à Genève et partout, le peuple fera ce raisonnement : les uns veulent nous conduire aux élections ; ils veulent un gouvernement ouvrier, un État ouvrier ; avec ce système, il faudra naturellement qu'il y ait encore dans l'avenir des hommes d'État : et qui seront ces hommes d'État ? Précisément ces Messieurs qui nous recommandent si fort d'aller voter, et qui veulent tout bonnement se mettre à la place des gouvernements actuels.

Les autres nous disent : il faut une société où tous seront égaux dès leur entrée à la vie ; où tous devront travailler de leurs mains et de leur tête ; où personne n'aura plus le droit d'exercer aucune autorité au nom de personne, où il n'y aura par conséquent plus de gouvernement, plus d'État, plus d'hommes d'État ; où les travailleurs, librement groupés, librement fédérés, administreront eux-mêmes leurs affaires sans avoir à subir la tutelle de personne.

Lesquels sont véritables socialistes, et lesquels sont les ambitieux ?

Et quand le peuple aura raisonné de la sorte, son choix sera bientôt fait.

(Solidarité du 30 avril 1870.)

rapport genevois contre notre opinion et en faveur de la participation des travailleurs à la politique.

Le rapport nous objecte d'abord que l'abstention en politique équivaldrait à dire : « Ouvriers, consentez à être écrasés, sans trêve ni merci, d'impôts directs et indirects toujours croissants, à être privés de la liberté de l'intelligence de vos enfants s'abrutir dans une ignorance complète. » – Il prétend résumer notre principe en ces mots : « L'indifférence pour ce qui se fait journellement de par l'autorité des gouvernements. »

Cette manière d'interpréter notre opinion est complètement erronée. Nous sommes bien loin d'être indifférents à l'égard du mal que nous font les gouvernements ; mais nous ne croyons pas que le moyen de les combattre soit la participation aux élections ; tout au contraire, à notre avis, c'est le moyen de les soutenir et de les faire durer.

Suite Page 5

Nous ne voulons des gouvernements qu'une chose ; leur destruction ; et en attendant, nous nous contenterons, lorsqu'il faudra sauvegarder contre leur arbitraire quelque liberté essentielle, de les tenir en respect par une attitude énergique. Voici, par exemple, selon-nous, ce que les ouvriers pourraient et devraient faire en Suisse :

On a arrêté illégalement un socialiste : que le peuple se réunisse en meeting, qu'il fasse une formidable protestation contre l'injustice commise ; qu'il rappelle ainsi au gouvernement que lui, peuple, est le vrai souverain ; et le gouvernement aura peur et cédera.

On appelle sous les armes un bataillon, pour comprimer une grève sous prétexte de protéger la liberté du travail : que les soldats-citoyens refusent de marcher, et que l'Internationale annonce hautement qu'elle est décidée à opposer la force à la force ; le pouvoir reculera devant la guerre civile

On voudra essayer (ceci est une hypothèse invraisemblable, faisons-la cependant) – on voudra essayer d'empêcher une réunion ouvrière : que les ouvriers se réunissent quand même ; et si la police veut employer la violence, qu'elle trouve des hommes pour lui tenir tête jusqu'au bout.

La minorité du Congrès romand – si nous avons bien compris sa résolution – n'entend se servir des candidatures ouvrières que comme moyen d'agitation : nous lui offrons là des moyens d'agitation bien autrement efficaces que l'élection de quelques ouvriers au Grand Conseil et au Conseil d'État. Et leur mise en pratique a déjà été essayée par le Genevois eux-mêmes, lorsque les ouvriers en masse sont intervenus, non sans

succès, auprès du Conseil d'État à l'époque de la grève du bâtiment.

Cela demande, il est vrai, une certaine dose d'énergie, et un sentiment puissant de solidarité. Il est infiniment plus facile d'aller déposer bien tranquillement un bulletin de vote dans une urne ; mais ce n'est là qu'une innocente comédie ; et pour notre compte, si nous protestons une fois contre l'arbitraire, nous voulons protester sérieusement.

Le Rapport dit que notre ligne de conduite est précisément celle que nos adversaires désirent voir adopter aux ouvriers

A cette affirmation, que le Rapport n'appuie sur aucune preuve, nous avons à opposer des faits.

D'abord, pour ce qui concerne notre politique cantonale, on a vu par l'article du National Suisse, que nous avons reproduit, combien la bourgeoisie redoute de voir les ouvriers désertier les élections. En France, à propos du plébiscite, que disaient les journaux du gouvernement ? Ils combattaient surtout l'abstention, qui leur paraissait plus à craindre que tous les votes non des républicains bourgeois. Les rigueurs du gouvernement ont été spécialement dirigées contre l'organe des abstentionnistes, la Marseillaise. Emile Ollivier répétait sur tous les tons : Votez comme vous voudrez, pourvu qu'il n'y ait pas d'abstentions ! – Est-ce assez clair.

En Belgique, ce sont les libéraux bourgeois qui demandent le suffrage universel ; les socialistes n'en veulent pas, et leur programme, la Représentation du Travail, est exactement le même que le nôtre. Peut-on dire cependant que ce programme fasse plaisir au gouvernement belge ?

Il faut renoncer une fois pour toutes à ce genre d'argumentation, la même dont se servaient autrefois contre nous les républicains bourgeois. Ces derniers ont répété à satiété aux socialistes : « Vous faites, sans le vouloir, les affaires de la réaction. Aujourd'hui, l'*Egalité* dit à la *Solidarité* : « Votre désir équivaut parfaitement au désir de nos ennemis. » L'un est aussi vrai que l'autre.

Le Rapport s'occupe ensuite d'une objection faite par nous au système des candidatures ouvrières, savoir « que les ouvriers ne peuvent rien faire dans les régions gouvernementales ». A cette objection, le Rapport fait la réponse la plus singulière que l'on puisse imaginer.

C'est justement, dit le Rapport, parce que les candidatures sont impuissantes, que les abstentionnistes devraient se hâter de se joindre à nous pour élire des candidats ouvriers, afin que ces candidats, une fois dans les Conseils législatifs ou exécutifs, puissent dire à leurs électeurs : « Nous sommes impuissants à faire quelque chose pour vous » ; – et que les masses travailleuses soient ainsi guéries de leur foi aveugle dans la vertu des gouvernements.

Mais, répondons-nous, la guérison est déjà un fait accompli ; il n'y a pas besoin de nouvelles expériences et chez nous du moins, les masses travailleuses n'ont plus aucune foi dans la vertu des gouvernements. Ce qui le prouve, c'est justement le vote des délégués de la majorité du Congrès romand ; car ces délégués exprimaient, non seulement leur opinion personnelle, mais celle des ouvriers qui les avaient envoyés.

Suite Page 6

Nos expériences sont faites depuis deux ans. Nous aussi, nous avons soutenu autrefois les candidatures ouvrières, et nous en avons reconnu l'impuissance et le danger. Les ouvriers neuchâtelais se rappellent la campagne électorale de 1868 ; ils ont trouvé la leçon suffisante. Les candidats ouvriers élus à La-Chaux-de-Fonds siègent au Grand Conseil : que font-ils pour la cause du socialisme révolutionnaire ? Ils devraient donc, pour se conformer au Rapport (qu'ils ont voté aussi), déclarer leur impuissance à leurs électeurs, et déposer leur mandat : c'est de quoi ils se garderaient bien. Mais au moins ces candidatures ouvrières n'ont-elles pas été *un moyen d'agitation, de propagande* ? Oui, elles ont si bien agité les ouvriers, qu'elles sont devenues l'occasion de la crise socialiste de nos *Montagnes*, dont on peut relire l'histoire dans la polémique de la Montagne et du Progrès. ***Une agitation semblable est funeste et non pas profitable, car elle ne sert qu'à irriter les esprits, qu'à retarder la propagande et à permettre aux ambitieux de pêcher en eau trouble.***

Les ouvriers genevois ont eu leurs leçons aussi ; une première fois, lorsqu'ils ont essayé de présenter une liste de candidats pour le Grand Conseil ; une seconde fois, lorsqu'ils ont mis en avant la candidature d'un ouvrier au Conseil d'Etat. L'Internationale a échoué dans ces deux circonstances, parce qu'elle n'est forte que sur le terrain économique, et que, lorsqu'elle accepte la lutte dans des conditions où tout est favorable aux adversaires, elle doit nécessairement être vaincue.

Et les Bâlois, avec leur député Frey, et les Zurichois, avec leur législation directe, ont-ils donc si bien

réussi ? Et s'il ne s'agissait d'une expérience destinée à éclairer les ouvriers, l'expérience n'est-elle pas concluante, et n'est-il pas temps de marcher résolument dans une voie nouvelle ? Le fiasco des irrécyclables français, qui devaient démolir l'empire, la déclaration si franche du socialiste allemand Bebel, qui a avoué, l'autre jour, qu'il n'y avait rien à faire au Reichstag – tout cela ne suffit-il pas à vous ouvrir les yeux ? Et prétend-on que, pour avoir le droit de nous dire convaincus ; nous devions recommencer une fois encore la série de nos expériences ? Allons donc, votre argument est une mauvaise plaisanterie ?

Nous n'insisterons pas sur le point suivant : il s'agit de savoir si les ouvriers parvenus au gouvernement pourraient se corrompre. Nous avons répondu d'abord affirmativement sur ce point ; le Rapport, au contraire, assure qu'il n'y a rien à craindre de semblable. Nous ne demandons pas mieux que de le croire, et malgré les exemples du passé, nous préférons ne mettre en doute l'honorabilité et l'incorruptibilité de personne.

Seulement cette concession que nous faisons à nos contradicteurs n'avancera guère leurs affaires ; en effet, les hommes du gouvernement auront beau être incorruptibles, ils n'en seront pas moins impuissants à rien améliorer ; nous l'avons surabondamment prouvé. Passons outre.

Le Rapport suppose ensuite que nous affirmons « que l'agitation politique est dangereuse, parce que les ouvriers s'occuperaient ainsi uniquement de la politique, et abandonneraient les questions sociales ». Et partant de là, le Rapport nous reproche de prendre les ouvriers pour « des enfants

qu'il faudrait guider, qui ne comprennent pas leurs intérêts essentiels et qui, un beau jour, oublieraient facilement toutes leurs misères pour porter uniquement leur attention sur une élection quelconque ».

Nous repoussons de toute notre énergie ce que le Rapport nous impute là. Nous ne prétendons rien de semblable. Nous nous disons seulement que les ouvriers qui font chez nous de la politique, n'ont pas encore compris leurs véritables intérêts, qu'ils font fausse route – les ouvriers peuvent bien se tromper, ce n'est pas un crime que de le dire. Et nous qui sommes instruits par les expériences que nous avons faites, nous qui nous sommes trompés au début de notre action socialiste, nous croyons bien faire de signaler à nos compagnons les écueils que nous avons rencontrés pour qu'ils les évitent si possible. Voilà tout ce que signifie la résolution du Congrès romand, et nous ne comprenons pas que le Rapport puisse relever dans notre principe aucune « tendance autoritaire ».

C'est du reste un de nos sujets d'étonnement depuis quelque temps, que la manière dont ce mot *autoritaire* est employé dans la polémique au sujet du Congrès romand. On nous a appliqué cette épithète plusieurs reprises, à nous qui voulons la suppression de toute autorité, l'anarchie, et ceux qui nous ont fait ce reproche sont précisément des hommes qui se déclarent partisans du maintien de l'Etat, c'est-à-dire autoritaires. Il serait vraiment nécessaire, pour que les discussions ne deviennent pas absolument incompréhensibles, de définir d'une manière précise le sens dans lequel sont employées certaines expressions dont on abuse.

La fin du Rapport manque un peu de clarté ; nous tâcherons cependant d'en faire ressortir les idées principales. Nous devons participer à la politique, dit le Rapport, parce qu'il fait connaître à fond un système quand on veut le renverser. C'est ainsi que les libres penseurs, pour attaquer la religion, ont dû se rendre familiers avec les doctes subtilités de la théologie.

Cette argumentation renferme un sophisme. Oui, il faut connaître ce qu'on veut combattre ; ainsi nous ne songeons pas à condamner l'étude des institutions politiques. Le sophisme consiste à confondre l'étude de la politique avec la participation à la politique. Nous croyons que les ouvriers sont édifiés très suffisamment sur les désordres des gouvernements sur l'injuste répartition des impôts, sur les iniquités juridiques, sur les abus militaires, etc, etc. Et à supposer qu'ils ne le soient pas, ils n'auront qu'à lire les journaux ou à écouter les orateurs des meetings. Mais nous ne comprenons réellement pas comment le fait de donner leur voix à un candidat ouvrier, pourrait contribuer à l'éducation politique des travailleurs.

Autant voudrait dire que, pour mieux combattre l'Église, il faut que les libres penseurs assistent régulièrement au prêche et cherchent même à introduire quelques-uns des leurs dans les rangs du clergé.

Plus loin, le Rapport dit que la politique aura résultat de former « des hommes à nous qui sachent débrouiller toutes les contradictions entre le passé et l'avenir, qui sachent comment faire éviter à la réorganisation sociale et politique les fautes funestes qui ont donné la mort à plus d'une révolution.

Autrement, on se verrait de nouveau dans la situation de 48 : il faudrait de nouveau s'adresser aux hommes des anciens régimes, etc ».

La différence entre les deux tendances se montre ici dans son jour. Les uns veulent un État politique ouvrier, avec un gouvernement ; l'État sera démocratique au possible, le gouvernement sera élu par le suffrage universel, le peuple votera directement sur les lois ; toujours est-il que l'on conservera l'État, le gouvernement et les hommes d'État. Autant qu'on peut se figurer la chose, ce serait une république analogue à celle établie par la Constitution française de 1793, avec des réformes sociales en plus.

Nous, au contraire, nous voulons dans l'avenir la suppression complète de l'organisation *politique*, fondée sur les relations de *gouvernants* à *gouvernés* ; nous ne concevons, pour des travailleurs libres et égaux, d'autre société possible que la société *économique*, fondées sur les relations de *producteur* à *consommateur*. A nos yeux, l'État, qui porte avec soi les idées de nationalité et d'autorité, doit disparaître, et il ne restera plus que la *société humaine*, se groupant librement en fédérations. La *loi* formule de l'autorité, imposée par l'État, doit disparaître aussi, et être remplacée par le *contrat*, expression de la liberté. Quant aux *hommes d'État*, aux Messies de la révolution future, nous n'en voulons pas ; il faut que cette révolution, pour être autre chose qu'un jeu sanglant et stérile, soit d'abord comprise par chaque travailleur, et qu'elle se fasse, non dans quelque centre intellectuel, non par les décrets d'une Assemblée, d'une Convention, mais dans l'atelier même, dans chaque maison de

chaque rue, de manière qu'elle soit une transaction accomplie directement entre le patron et le salarié, dans chaque atelier, et si possible, paisiblement et à l'amiable. Et ces derniers mots ne sont pas une ironie; la chose pourrait se faire ainsi, si l'Internationale était assez puissamment organisée pour agir avec ensemble sur tous les points à la fois à un moment donné, de manière à enlever d'avance à la bourgeoisie toute velléité de résistance.

Nous relèverons dans le Rapport une dernière remarque, avec laquelle nous sommes entièrement d'accord.

Nous devons compter avec les faits qui se produisent parmi les ouvriers de tous les pays ; nous serions encore une fois autoritaires et doctrinaires, si nous voulions imposer aux ouvriers quelque système élaboré par des savants dans leurs cabinets. Eh bien ! Voyez ce qui se passe en Angleterre, en France , en Allemagne, en Amérique. Les ouvriers de tous ces pays prennent une vive part aux élections ; partout ils posent des candidatures ouvrières, etc.

Oui, nous devons compter avec les faits existants. Et c'est pourquoi nous déclarons que si les Anglais, les Allemands, les Américains ont un tempérament qui leur fait voir les choses autrement que nous, si leur conception de l'État diffère de la nôtre, si enfin ils croient servir la cause du travail au moyen des candidatures ouvrières, nous ne pouvons par leur en savoir mauvais gré. Nous pensons autrement qu'eux, mais, après tout, ils sont plus compétents que nous pour juger de la situation chez eux, et, d'ailleurs, s'il arrive de se tromper en ce moment, l'expérience leur fera reconnaître leur erreur mieux que ne pourrait faire tout le raisonnement des théoriciens

Suite Page 8

Mais nous demandons, à notre tour, à être mis au bénéfice de la même tolérance. Nous demandons qu'on nous laisse juger quelle est la tactique qui convient le mieux à notre position sans en conclure dédaigneusement à notre infériorité intellectuelle. Et lorsqu'un mouvement anti-politique se produit avec autant de puissance, lorsque des hommes des nationalités les plus diverses, des Belges, des Hollandais, des Suisses, des Français, des Espagnols, des Italiens, y participent, il nous semble juste de reconnaître là aussi un fait qui a le droit d'être respecté.

Travaillons chacun dans notre voie, élaborons nos théories, en tenant compte de l'expérience de chaque jour ; tâchons de nous défaire de toute prétention au dogme, à l'absolu ; discutons de bonne foi, sans arrière-pensée personnelle ; il est impossible que la vérité ne se dégage pas du grand débat qui préoccupe, en ce moment, toute l'Internationale.

JAMES GUILLAUME.



Réveillon populaire

J'avais été averti que l'Université populaire du quatorzième arrondissement organisait un petit réveillon à Plaisance, dans le local où elle tient ses réunions, et c'est là que j'avais résolu de me rendre. Je compte, d'ailleurs, plusieurs amis dans le groupe, et j'étais sûr de ne pas m'ennuyer.

Aussi bien, ils m'avaient mis l'eau à la bouche.

« Venez donc, me disaient-ils, nous serons en famille. C'est un véritable pique-nique. Outre la quote-part, fixée à deux francs vingt-cinq par personne, chacun est tenu d'apporter son couvert et un peu de vaisselle ; et ce sont les femmes de nos camarades qui préparent elles-mêmes le repas. On se mettra à table à neuf heures et demie. »

J'avouerai qu'il y avait dans mon adhésion, avec beaucoup de sympathie, un peu de curiosité. Je n'étais pas fâché de vérifier les observations des romanciers, mes confrères, qui font, depuis quelques temps, le procès des Universités populaires. L'année dernière, c'était Paul Bourget qui ouvrait le feu contre elles dans l'Étape, et plus récemment, Jean Vignaud, dans les *Amis du Peuple*, raconte le Krach d'une Université populaire que je connais bien et qui est, d'ailleurs florissante. Il la montre en proie aux divisions intestines, aux ambitions personnelles, et

conurrencée par un patronage où les dissidents vont s'embusquer.

Il est certain que les Universités populaires n'ont pas donné tous les résultats qu'on en pouvait attendre ; mais il est également certain que la faute en est surtout aux ouvriers pour qui elles sont faites... et qui n'y viennent pas ! Une chose est bien singulière et digne de remarque : qu'il s'agisse d'un théâtre ou d'une université, les mots peuple, populaire, mettent en fuite l'ouvrier au lieu de l'attirer. Qu'il se méfie, qu'il ait toujours peur de tomber dans un des pièges que lui tendent constamment les convoitises électorales, je le conçois. Mais il aurait pu, tout au moins répondre à la bonne volonté de ceux qui allaient à lui, par une bonne volonté pareille, quitte à se séparer d'eux lorsqu'il aurait vu l'Université, créée pour l'instruire et le distraire, tourner à la politique et verser dans les querelles de partis. L'expérience loyale qu'on offrait à l'ouvrier, il ne veut pas la tenter. Il se plaint avec raison des traquenards de la politique, et il est tout oreilles pour les orateurs de meetings qui le convoquent et le bernent, tandis qu'il jette un regard indifférent sur les programmes de conférences et de cours, dont l'histoire, la géographie, la chimie, l'astronomie, la littérature ou les beaux-arts, font les frais !

Suite Page 9

Je sais bien que sa capacité d'attention a des bornes et qu'un dur labeur quotidien ne dispose guère son esprit à recevoir la bonne semence... Mais les Benoît Malon, les Varlin, tant d'autres qui sont ses héros, gagnèrent comme lui leur vie de bonne heure, ce qui ne les empêchait pas de faire ou de compléter leur instruction à l'école du soir. Qui veut la fin veut l'effort.

Je ruminais ces pensées en m'acheminant vers la rue du Texel, une triste petite rue du faubourg, voisine du cimetière Montparnasse et perpendiculaire à la rue de Vanves. La salle des réunions de l'Université populaire du quatorzième est située au fond d'une cour ; elle peut contenir une centaine de personnes. Une estrade, un poêle, une bibliothèque, des chaises ; au mur, quelques affiches illustrées, deux bas-reliefs en plâtre, un portrait de Victor Hugo... c'est tout et ce n'est pas assez. J'aimerais plus de lumière et d'agréments décoratifs. L'argent manque ? Mauvaise raison. On peut, rien qu'avec des affiches bien choisies, égayer un mur sordide, et de braves cœurs comme Jules Chéret et Steinlen, si on les sollicitait, ne refuseraient pas leur offrande. Ce sont d'abord les yeux de l'auditoire qu'il faut captiver.

Retenu ailleurs toute la soirée, je n'arrivai qu'à minuit. Les convives, au nombre d'une soixantaine, avaient fini de dîner ; c'était l'heure des chansons. Le « major de table » achevait d'en dresser la liste ; j'en profitais pour me glisser entre deux hommes que j'avais tout de suite découverts dans l'assistance, et pour lesquels j'ai la plus vive affection.

L'un est le bon poète Maurice Bouchor, que son œuvre des lectures populaires a fait applaudir... non, mieux que cela : aimer par-

tout, et qui évoque bien, ce soir, le bonhomme Noël, avec sa belle tête d'apôtre, sa voix chaude, son regard doux et sa barbe abondante sur laquelle il commence à neiger.

L'autre... l'autre, trop modeste, m'en voudrait sans doute de le nommer, et je ne le nommerais pas. C'est un ancien professeur, né en Suisse et devenu Français. Son nom est intimement lié à l'histoire de l'Internationale, et il fut l'âme de cette Fédération Jurassienne, si mal connue, dont parle avec enthousiasme Kropotkine, dans un admirable livre : *Autour d'une Vie*.

Mon voisin a la physionomie d'un apôtre aussi, mais calme, réfléchi, méthodique. Il ne faudrait pas, toutefois, le juger sur l'apparence ; c'est un feu qui couve. Il n'est pas nécessaire de voir rougir les braises, il suffit de sentir la chaleur, sous une couche légère de cendres.

L'homme qui se mettra tout à l'heure au piano, simplement, fraternellement, pour accompagner le choral ou faire danser les couples enlacés, est l'auteur de travaux considérables sur la Révolution française, lesquels lui ont pris quinze années de sa vie. Et ce qu'il évoque, lui, au milieu de cette assemblée de Noël, c'est un bénédictin laïc, savant et familier.

O peuple, comment ne peux-tu rien édifier sur des dévouements sincères et désintéressés comme ceux-là ! Es-tu donc vraiment aveugle, pour ne savoir jamais discerner le bien qu'on veut te faire du mal qu'on te fait ?

Cependant, des jeunes gens, des femmes, des jeunes filles, des enfants, se lèvent tour à tour, comme au dessert d'un repas de famille, et chantent la chanson ou récitent le morceau, la fable qu'ils ont appris pour la circonstance. Tel jeune ar-

tiste, qui dessina le menu, déclame des vers de Richepin ; tel autre emprunte au répertoire de Jehan Rictus ; une femme roucoule avec Delmet ; un enfant moralise avec Florian ; et Bouchor, enfin, ne se fait pas prier pour dire, de sa voix prophétique, un des beaux poèmes qu'il composa : *La Soupe des Mineurs*.

Mais une surprise m'était réservée. Quelques jours auparavant, causant avec l'historien-sociologue dont il me coûte de taire le nom, je lui disais :

– Je voudrais bien entendre ce *Chant du Travailleur*, qui était, il y a une trentaine d'années, votre *Marseillaise*, car c'est en vain que j'essayai d'en réveiller l'écho, l'été dernier, en traversant ce beau vallon de Saint-Imier, berceau de votre propagande. Je sais les paroles, qui sont de Charles Keller, le fondateur de l'Université populaire de Nancy, un poète aussi, édité chez Lemerre... Mais on a mis de la musique sur ces paroles-là... et il y a d'excellentes raisons pour que vous la connaissiez... ».

Et mon interlocuteur ne m'avait répondu sur par un sourire...

Or, l'autre nuit, élevant la voix, il invita tout à coup « le choral » à monter sur l'estrade pour divulguer cette *Jurassienne*, que j'avais souhaité entendre, et qu'il lui avait apprise. Et je vis alors une chose charmante... Sans quitter leurs tabliers de cuisine, une douzaine de jeunes filles et de femmes se groupèrent autour du piano, où mon éminent ami s'était assis pour les accompagner. Et, tenant à la main les parties qu'il avait lui-même copiées et harmonisées, elles attaquèrent ce refrain, qui n'est pas sans allure :

Suite Page 10

*Nègre de l'usine,
Forçat de la mine,
Esclave du champ,
Lève-toi, peuple puissant !
Ouvrier, prends la machine !
Prends la terre, paysan !*

Il y avait là, justement, un jeune mécanicien, fils d'un graveur de Sonvillier, cœur généreux dont maints réfugiés de la Commune ont gardé le reconnaissant souvenir . Les Français semblaient payer au fils la dette contractée envers le père qui les avait accueillis, en Suisse, à bras ouverts. Le vieux chant ressuscitait, pour servir encore de trait d'union. Le jeune homme me regarda avec émotion, m'ayant compris...

*Qui forge l'outil ? Qui taille la pierre ?
Qui file et tisse le lin ?
Qui pétrit le pain ? Qui brasse la bière ?
Qui presse l'huile et le vin ?
Et qui donc dispose, abuse et trafique
De l'œuvre et du créateur ?
Et qui donc se fait un sort magnifique
Aux dépens du producteur ?*



La Vie Ouvrière James Guillaume



Le culte des héros n'est pas notre affaire. Mais si nous rencontrons un homme vraiment capable, nous étudions sa capacité et nous nous efforçons de l'imiter. Il n'est pas possible à chacun de nous de refaire toutes les expériences des générations qui l'ont précédé. Si je veux devenir serrurier ou menuisier, j'irai en apprentissage, afin de m'appropriier les méthodes du travail. Que j'aie un peu de force, d'intelligence ou d'initiative, et j'introduirai la nouveauté, peut-être même la révolution, dans le métier que j'aurai appris. *Mais la révolution sortira de l'expérience.*

Il y a donc une tradition technique, mais il y a aussi une tradition spirituelle. Chaque génération y travaille et chaque génération y fait révolution. Il nous faut des maîtres qui nous transmettent les grandes pensées de l'humanité ; s'il nous faut aussi la maîtrise, notre tour venu, de reconcevoir ce qu'ils auront conçu et de le renouveler. Ce serait une faiblesse égale, ou de diviniser l'autorité de nos précurseurs, ou de la rejeter toute. Choisir, aimer, discuter son

Voilà ce que l'on chantait déjà, il y a une trentaine d'années, dans la Suisse gagnée au socialisme, dans la Suisse des chalets et du Chalet... celui d'Auber ! O, y chantait aussi, sur un air du pays, Le Drapeau rouge, de Paul Brousse. O Ranz des Vaches ! Suisse d'opéra et d'opéra-comique, en quels horlogers subversifs avait transmigré l'âme de Guillaume Tell ! ...

Ma curiosité était satisfaite... Les choristes-ménagères descendirent de l'estrade pour débarrasser les tables et faire de la place aux danseurs.

L'historien de la Révolution, sacrifiant sa nuit toute entière, était resté au piano pour en extraire des valse et des polkas ; je sortis. La nuit était claire, le froid piquait... Je me retournai et je vis venir, derrière moi, Maurice Bouchor, bonhomme Noël tombé de la cheminée dans l'Université populaire, et qui s'en allait, lui, du moins, après avoir déposé dans les souliers des travailleurs son cadeau de poésie.

Je pressai le pas, un peu honteux d'avoir plus reçu que je n'avais donné...

LUCIEN DESCAVES.

maître, imiter son maître enfin de cette grande imitation qui reprend l'invention là où l'esprit d'un temps l'a laissée : un homme qui soit homme ne reculera devant aucune de ces tâches ; il y perdrait trop de vertu. L'orgueil invente, mais le respect étudie, et il faut savoir pour inventer.

Que nous aimons à nous souvenir de nos maîtres justement à l'anniversaire de leur naissance, assurément c'est un hasard. Nous aurions pu dire à James GUILLAUME, aussi bien n'importe quel autre jour que le 16 février 1914, pourquoi nous le considérons comme un porteur de flambeau ; nous aurions pu le remercier, chaque jour et n'importe quel jour, d'avoir élaboré pour sa part la méthode de travail et la morale de vie qui sont les nôtres. Il sait bien que cette méthode, que cette morale, nous ne les accepterons pas comme une formule immuable, mais que nous y travaillerons, comme lui, de l'esprit et du cœur, afin de les transmettre à une génération qui en fera, elle aussi, ce qui lui semblera bon.

James Guillaume est né le 16 février 1844, à Londres. Son père, Suisse de Neuchâtel, s'était fait naturaliser Anglais ; sa mère était Française. Sa famille paternelle habitait Fleurier, dans le Val de Travers. Son grand-père y avait fondé vers 1815 une maison d'horlogerie avec une succursale à Londres. Il était républicain, et il avait dû se réfugier un an ou deux dans le canton de Vaud à la suite des émeutes de 1831. Le père de James Guillaume vint à Londres à vingt ans, bon horloger déjà, pour remplacer son oncle à la direction de la succursale. Ce n'était pas un homme ordinaire, et la civilisation l'intéressait davantage que le commerce des montres. Il ne se contenta pas d'apprendre, à ses heures de loisir, et l'allemand et l'espagnol, mais il étudia aussi les sciences naturelles, qui l'intéressèrent particulièrement, et la philosophie. Il se maria en 1843, avec une jeune fille très cultivée, qui était d'une famille de musiciens.

En 1848, la République ayant été proclamée à Neuchâtel, le père de James Guillaume, ardent républicain lui aussi, revint au pays. Il fut bientôt nommé juge, puis préfet du Val de Travers, et à partir de ce moment ne s'occupa plus que des affaires publiques. Élu conseiller d'État en 1853, il fut réélu constamment pendant trente-cinq ans.

James Guillaume avait donc quatre ans lorsqu'il arriva en Suisse. Il entra au collège latin à neuf ans et demi ; à seize ans, il passa dans les auditoires, qu'on appelle aujourd'hui l'académie, et il y resta jusqu'en 1862. Élève assez indiscipliné, il avait souvent maille à partir avec les autorités scolaires, qui étaient royalistes et religieuses. Mais s'il était mal noté pendant l'année à cause de ses allures indépendantes, il se rattrapait aux

examens, où il était toujours le premier. Ce qui importe dans sa vie d'écolier, ce n'est pas ce qu'il a fait en classe : il écoutait pas ses maîtres, il n'avait aucune confiance en eux ; c'est ce qu'il a voulu apprendre seul et ce qui fermentait dans sa tête. Il lut toute la bibliothèque de son père, se passionnant pour l'antiquité, pour la Révolution française, pour la philosophie et particulièrement pour Spinoza, pour la poésie depuis Homère et Shakespeare jusqu'à Goethe et à Byron, pour Rabelais enfin, Molière et Voltaire.

Les sciences naturelles, astronomie, géologie, entomologie, l'occupaient aussi beaucoup. Il se sentait poète et musicien : il a écrit des milliers de vers lyriques, composé des drames et des romans, entrepris un opéra et un oratorio. La politique ne l'intéressait pas moins. La lutte entre républicains et royalistes était acharnée à Neuchâtel. Dès ce temps, l'histoire de la Révolution fascinait Guillaume, et ses héros étaient les Montagnards : Marat, autre neuchâtelois, Robespierre, Saint-Just.

On admire, si critique qu'on soit, ce bouillonnement généreux de la jeunesse. Y avait-il vraiment en Guillaume un poète, un philosophe, un savant et l'homme d'action que nous savons qu'il est devenu ? « Tout cela, des Goethe, et bien davantage, est en germe dans l'homme et doit grandir. » Regrettons-nous qu'une vie étroite ait appauvri lentement ce jeune Guillaume ? Au contraire : nous le verrons progresser toujours en unité et en profondeur. Nous ne quittons pas ce garçon de dix-huit ans sans lui serrer la main, sans le remercier de nous rappeler soudain, par la multiplicité, la précocité, la générosité de ses passions et la lueur de ses yeux, de quoi

l'homme serait capable en une société libre, et comme déjà il est grand.

Guillaume se rendit à Zurich en septembre 1862 : il devait étudier la philosophie, compléter sa culture, et se préparer au professorat des langues anciennes. Il entra au Laboratoire philosophique et pédagogique dirigé par Köchly, Köchly et l'esthéticien Vischer ont été les seuls de ses professeurs que le jeune antiautoritaire ait pris au sérieux, et encore ! – Guillaume apprit à Zurich à connaître le génie allemand, dans ses poètes et ses philosophes. Il s'y imprégna aussi des lettres grecques. C'est à Zurich qu'il commença de traduire les Gens de Seldwyla, de Gottfried Keller, romancier suisse, mais excellent écrivain allemand. Guillaume fut le premier qui mit Keller en français, son ouvrage parut en 1864. Le socialisme n'existait guère pour lui encore. Un camarade un peu plus jeune lui ayant confié une admiration enthousiaste pour Proudhon, Guillaume répondit que Proudhon était un sophiste.

Au printemps de 1864, Guillaume fut obligé de retourner à Neuchâtel. Il dut renoncer, plein de regrets, à un voyage d'études qu'il avait compté faire à Paris. Il passa en fin d'année l'examen du professorat des Écoles industrielles et reçut un poste au Collège du Locle. Réfléchissez qu'il n'est pas encore socialiste, et qu'il n'a vécu jusqu'ici que d'étude et parmi les livres. Le voilà transplanté au milieu du peuple ouvrier. Il regarde, son cœur s'émeut, sa raison s'irrite. Il avait la passion du vrai, elle anime en lui la passion du juste. La vanité des connaissances classiques le frappe, il fausse les épaules en songeant à ses anciens plans d'avenir.

Poète, il renonce à chanter, il écoute les cris de la poésie vivante. Historien, il se demande si la Révolution est achevée, ou même si elle a commencé. Pour que sa vie encore vaille d'être vécue, il veut la consacrer à l'instruction populaire du peuple : et pour commencer, il organise des cours de soir pour les apprentis. Il continue à lire toutes sortes d'auteurs : Feuerbach, Darwin, Fourier, Louis Blanc, Proudhon. Et peut à peu, des conceptions nouvelles s'élaborent dans sa tête. Savant et philosophe, il n'avait pu concevoir l'égalité avec le darwinisme, avec la descendance amicale, avec la lutte pour la vie ? Et la morale, que devenait-elle sans le libre arbitre ? Ces questions le tourmentèrent longtemps : lorsque la négation du libre arbitre métaphysique se fût imposée enfin à lui, il se trouva tranquille et sur un terrain solide. Pourtant sa pensée manque de centre : et le socialiste ne s'est pas encore précipité au cœur du professeur et du métaphysicien. Le mouvement coopératif français touche la Suisse : et voilà qui doit aviver l'intérêt des cours du soir. En 1865, une section de l'Internationale est établie à la Chaux-de-Fonds : un peuple qui s'aide mérite donc qu'on l'aide. Restait à le rencontrer tout vif, dévouement et patience, sacrifice de la vie et la mort : ce fut l'image que Guillaume admira et chérit en Constant Meuron, le vétéran des émeutes neuchâteloises, le révolutionnaire et le républicain qui n'avait jamais rien su que la révolution et la république.

Dès lors, Guillaume est formé : il veut agir, il sait pourquoi agir. Comment, il hésite encore. Il songe à se faire instituteur dans un village, pour être plus près du peuple ; puis à se faire typographe, ainsi que Constant de Meuron

s'était fait guillocheur. On le dissuada de l'un et de l'autre, en lui démontrant que s'il se déclassait, il perdrait presque toute l'influence utile qu'il pourrait exercer.

A l'automne de 1866, Constant de Meuron et James Guillaume fondèrent la section de l'Internationale du Locle, et Guillaume se rendit au Congrès de Genève.

Jusqu'à-là il s'était consacré à l'éducation générale des ouvriers, le plus souvent par des conférences d'histoire (qui ont été imprimées depuis), mais aussi par des essais d'organisation coopérative de crédit et de consommation. Il participait activement d'ailleurs au mouvement politique et parlementaire, mais il en vint bientôt, ainsi que la plupart des Internationaux du Jura, à la conviction que la classe ouvrière n'avait rien à y gagner. Le Congrès de l'Internationale à Lausanne, le Congrès de la Ligue de la Paix et de la Liberté à Genève, tenus en 1867, modifièrent profondément la pensée de Guillaume : c'est là en effet qu'il prit contact avec des révolutionnaires de toute l'Europe, et que la foi lui vint à la révolution sociale universelle.

Il était à ce moment de son développement quand il fit, en 1869, la connaissance de Bakounine, lors de la fondation de la Fédération Romande. Leurs vues étaient tout à fait analogues : le rêve d'une société sans Etat, où il n'y aurait plus ni gouvernement ni constitution, où tous les hommes seraient libres et égaux, s'était formé en Guillaume, par développement intérieur et par expérience extérieure, avant qu'il ne rencontrât Bakounine. Et pour chacun d'eux cependant ce fut une grande chose que de découvrir l'autre.

« Je dois à Bakounine, – écrit Guillaume, – au point de vue moral,

ceci : auparavant j'étais stoïcien, préoccupé du développement moral de ma personnalité, m'efforçant de conformer ma vie à un idéal ; sous l'influence de Bakounine, je renonçai à cette préoccupation personnelle, individuelle, et je conçus qu'il valait mieux remplacer l'effort vers la perfection morale par une chose plus humaine, plus sociale : renonciation à l'action purement individuelle et résolution de me consacrer à l'action collective, en cherchant la base et la garantie de la moralité dans la conscience collective d'hommes étroitement unis pour travailler à une œuvre commune de propagande et de révolution ».

On sait s'il s'y est mis. De 1866 à 1878, Guillaume ne vécut que pour l'Internationale. Il se maria en 1868 avec Elise Golay. Donnons un souvenir respectueux à la vaillante jeune fille qui mit sa main dans celle de l'agitateur et du persécuté. Dès 69, en effet, Guillaume dut renoncer à son professorat du Locle, étant entré en conflit avec les autorités pédagogiques à cause de son activité révolutionnaire. Il devint typographe et le resta jusqu'en 1872. Conter sa vie entre 1866 et 1878 serait conter l'histoire de l'Internationale : c'est pourquoi ses souvenirs en ont composé une. Il fut l'un des orateurs les plus zélés de cette gauche, constituée au Congrès de Bâle, et qui se défit avec la séparation des autoritaires et des antiautoritaires au fameux Congrès de La Haye. Pour le développement des idées de Guillaume, ses capacités personnelles, intellectuelles et morales, mises à part, on ne saurait attacher trop d'importance au bonheur qu'il a eu de vivre et d'agir avec une classe ouvrière d'une extraordinaire activité spirituelle.

Suite Page 13

Il est difficile de distinguer ce que Guillaume a donné à ses camarades, et ce qu'il a reçu d'eux. Les militants jurassiens de cette époque s'étaient vraiment confondus en une vaste communauté spirituelle: on y sentait en commun, on y pensait en commun, on y agissait en commun. Point de meneurs, point de menés : rien que des hommes à l'initiative plus ou moins décidée, aux dons naturels plus ou moins riches. Mais où commence le travail de l'un, où celui de l'autre, voilà ce qu'on se donnerait en vain la peine de chercher.

Guillaume devint donc l'émanation intellectuelle d'une collectivité. Preuve excellente qu'un individu vraiment éminent ne se trouve ni appauvri ni rabaisé, comme tant de gens le pensent, par le contact des masses, mais au contraire qu'elles l'enrichissent et qu'elles l'élèvent : de sorte que les forces de ses semblables s'ajoutent à ses forces propres. C'est là, dans le Jura, que les horlogers et Guillaume ensemble produisirent les idées qu'une génération nouvelle devait retrouver et rebaptiser sous le nom de syndicalisme révolutionnaire.

On pouvait déjà, dès 1870, voir s'opposer clairement dans la Suisse occidentale les deux tendances qu'on appelle aujourd'hui social-démocratique et syndicaliste-révolutionnaire. En 1870, au Congrès de la Fédération Romande, à la Chaux-de-Fonds, eut lieu la première scission : là s'accomplit en petit ce qui devait s'accomplir en grand en 1872. Guillaume rédigeait alors l'organe des « collectivistes » (syndicalistes-révolutionnaires), *la Solidarité*, qui dura jusqu'après la Commune et la crise qui s'ensuivit parmi les Jurassiens. Plus tard, il fut rédacteur du *Bulletin*, qui remplaça cette *Solidarité*.

La Commune massacrée, le combat des Autoritaires et des Antiautoritaires devint dans l'Internationale plus aigu que jamais. Marx attaqua les antiautoritaires et tout spécialement les Jurassiens, à la conférence de Londres.

La conséquence fut qu'une entente plus étroite rapprocha tous les éléments antiautoritaires, et que les hostilités s'exaspérèrent. On sait que Bakounine et Guillaume furent exclus de l'Internationale au Congrès de La Haye, en 1872, Marx et ses compagnons ayant cru se débarrasser ainsi de l'esprit des antiautoritaires. Ce n'est pas ici le lieu de parler des moyens auxquels Marx recourut pour parvenir à ses fins : qu'on en lise le détail dans *l'Internationale* de Guillaume.

Dès avant La Haye, Guillaume s'était toujours tenu aux premiers rangs, mais après le Congrès, il devient tout à fait impossible de se représenter le développement ultérieur de l'Internationale sans lui.

L'opposition contre Marx était très hétérogène : et pour la concentrer et la maintenir, un esprit compréhensif, capable d'apprécier beaucoup d'individualités diverses, était nécessaire, qui lui rendit possible un travail commun. Tel est le rôle que Guillaume a compris et rempli d'une façon merveilleuse.

Ce qu'il y a de plus rare parmi les hommes, d'une part qu'ils aient par eux-mêmes des idées claires et fermes, d'autre part qu'ils sachent entrer dans les idées d'hommes différents d'eux-mêmes et les estimer à leur valeur, voilà ce qui caractérisait Guillaume, et voilà pourquoi il a tant agi dans les combats spirituels de l'Internationale. On sent en effet dans tout ce qu'il dit et dans tout ce qu'il écrit une personnalité morale éminente,

également libre et du fanatisme et de l'éclectisme. – Voyez en elle, je ne pense pas que ce soit se tromper, la résultat d'une vaste culture, le fruit vivant des longues études d'histoire, de science et d'art, le poème de tous ses poèmes.

Après 1870, l'Internationale, prise dans l'évolution économique et politique, devait mourir malgré tout le travail des militants. Le mouvement ouvrier européen ne se concevait plus lui-même, et se brisait en mouvement nationalisés. Comme dans le reste de l'Europe, l'esprit de révolte baissa aussi dans le Jura. Le Bulletin que rédigeait Guillaume, organe de la Fédération Jurassienne, et au moins pendant quelques années organe de l'Internationale antiautoritaire, dut cesser de paraître en 1878. Depuis 1875, Guillaume gagnait sa vie en courant le cachet et en faisant des traductions de l'allemand et de l'anglais. L'exaspération des conflits politiques entre le capital et le travail, dans les conditions mesquines d'alors, le fit mettre à l'index : condamné à la prison par suite d'une affaire politique, Guillaume ne trouva plus aucune occupation. Il subit la misère complète de celui dont le nom est inscrit sur la liste noire. Il ne lui restait donc rien d'autre à faire que de mourir de faim, ou d'abandonner sa « chère patrie » afin de découvrir autre part du travail et du pain.

En 1877, avant de quitter la Suisse, il était devenu grâce à ses relations avec Ferdinand Buisson, collaborateur de son Dictionnaire de Pédagogie. Il travaillait aussi à un Dictionnaire géographique qui paraissait en anglais à Londres. Il se rendit donc en 1878 à Paris, et par bonheur l'étranger lui fut plus favorable que sa patrie.

Quant à la propagande, il ne pouvait plus en être question. La guerre et la Commune avaient fait au mouvement internationaliste des blessures presque mortelles. – Pour autant que la classe ouvrière montrât une activité quelconque, c'était en un tout autre sens que celui des anciens internationaux. La réaction venue et la conscience des travailleurs paralysée par les coups du destin, l'idée d'une action indirecte et parlementaire s'était provisoirement substituée à l'idée de l'action directe du prolétariat. La vieille pensée internationaliste n'aurait pas pu germer dans cette terre ingrate. – Guillaume en outre était étranger : toute propagande aurait rendu la vie impossible et le pain introuvable en France aussi à celui que sa patrie avait chassé déjà.

Par chance : Guillaume, exclu de la culture et de la révolution vivantes, retrouva la culture et la révolution historique. Devenu, en 1879, secrétaire de rédaction de la Revue Pédagogique continuant ses articles au Dictionnaire de Buisson, il collabore à la propagation des idées nouvelles en matière d'enseignement. Et c'est en cette même année 1879 qu'il commença ses recherches sur l'histoire de l'instruction publique pendant la Révolution, et qu'il forma le plan d'une vaste publication documentaire.

Rien de plus émouvant que cette mort et cette résurrection ! Qui-conque aime la vie et admire la souplesse de son devenir ici s'arrête et songe. Nous retrouvons donc en 1885 le Guillaume de 1865 ; il a failli périr pour le juste, il se remet à vivre pour le vrai. La philosophie, la pédagogie et l'histoire, il les avait abandonnées pour l'action, il les reprend l'action passée et sans lassitude. Nous ignorons s'il

a une préférence. Bakounine disait que le plus grand des biens serait de mourir en combattant pour la liberté : Guillaume l'y eût accompagné, mais carnet en poche, afin de prendre des notes. S'il en réchappe, il portera témoignage. L'internationale lui manque, il ne manquera ni à l'Internationale ni à la Révolution

En 1887, on le nomma, quoiqu'étranger, d'une Commission qui devait publier d'après son plan les documents d'archives de la Révolution française. Il eut pour sa part le *Comité d'Instruction publique*. Un volume sur le Comité de la Législative parut à l'Imprimerie nationale en 1889 ; et cette année, Guillaume se fit naturaliser Français. A partir de 1891, suivit une série de volumes sur le Comité de la Convention.

Le dictionnaire de pédagogie terminé, en 1887, il était devenu le principal collaborateur du *Dictionnaire géographique de la France*. Il s'occupait aussi des publications du Club Alpin français. En 1890, parut son livre sur *Pestalozzi*, l'un des plus simples, des plus beaux qui aient été écrits sur le grand pédagogue. Il donna aussi à la revue *La Révolution française* un grand nombre d'articles qui ont été rassemblés depuis, en partie, en deux volumes d'*Etudes révolutionnaires*.

Ainsi les morts le consolent du sommeil des vivants. On se le figure, comme on le voit aujourd'hui encore, feuilletant les papiers de l'âge héroïque, caressant les imprimés précieux qu'il a toujours conservés au Progrès du Locle, de la vieille Solidarité, de la vieille Égalité, incunables jaunies de l'Internationale, ou les pages couvertes de la grande écriture ronde de Bakounine. Lui, pour sa part, il a rejoint les ancêtres, il a quitté l'es-

poir de voir de ses yeux s'affranchir un peuple... – Se doute-t-il parfois que la génération nouvelle se rapproche de lui souterrainement ? Entend-il filtrer, voit-il luire, en bon sourcier, sous le triste sol de la Boulangerie, les filets brillants des vanes rouvertes de la Révolution ? Le musicien, le poète Guillaume distingue-t-il autour de lui, du haut de sa maison silencieuse, le frémissement de l'hymne nouveau ? ...

Les idées à la création, à la propagation desquelles il a tant aidé dans l'Internationale semblaient mortes : – elles allaient au contraire ressusciter. La classe ouvrière paraissait ne plus se fier à elle-même, ne plus pouvoir rien tirer de soi : – au contraire, se réveillant de son long engourdissement et reprenant conscience, elle allait reconcevoir à son tour les grandes pensées qui avaient été jadis le mot d'ordre des Jurassiens :

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ; – cette émancipation n'est pas un problème national, mais un problème international. »

Tandis que les Parlementaires employaient toute leur activité à recruter une armée d'électeurs, les ouvriers organisaient leurs Syndicats en Fédérations régionales et en Unions de métiers. Par la fusion des unes et des autres naquit en 1895 la Confédération Générale du Travail, qui s'est placée en majorité depuis 1904 sur le terrain du Syndicalisme Révolutionnaire : – et ce Syndicalisme Révolutionnaire, ce n'est pas autre chose que le phénix de la vieille Internationale fédéraliste, ressurgissant de ses cendres !

Suite Page 15

James Guillaume a donc pu assister au réveil des idées pour lesquelles il avait combattu pendant la partie la plus extérieurement active de sa vie. Aussitôt il est redevenu un jeune homme, et depuis il combat avec les jeunes et comme le plus jeune d'entre eux.

Il combat comme un jeune homme, et en même temps il nous apporte la riche expérience de nos frères morts. Par les quatre volumes de son inépuisable Internationale, parus entre 1905 et 1910, il nous a distribué un trésor de théorie et de pratiques révolutionnaires ; par la publication des écrits de Bakounine et de Schwitzguébel, à laquelle il a donné tant de soins merveilleux, il nous a introduits dans la pensée de deux de nos plus utiles précurseurs. Grâce à lui, l'histoire du mouvement que nous tâchons de continuer nous est parvenue comme une période que nous aurions vécue et qui se prolonge en nous. C'est donc lui qui nous dispensera de refaire notre expérience avec les mêmes combats et les mêmes erreurs. Quel autre nous aura donné autant ? Quel autre, mieux que James Guillaume, nous aura transmis en la vivifiant la pensée civilisatrice des nôtres ? Grâce à lui, on saura, proportion gardée, idéal réservé, que l'Internationale fédéraliste est au dix-neuvième siècle un foyer spirituel aussi fervent que l'Encyclopédie au dix-huitième et Port-Royal au dix-septième.

Admirons ici le destin de Guillaume, qui le rendra si cher à ceux qui l'auront bien compris. Nous le voyions hésiter jadis entre le Juste et le Vrai : nous le voyions combattre, et sans rencontrer la chance de mourir ; nous le voyions publier tant de faits, corriger tant d'erreurs, ne pas prononcer par lui-même une forte vérité. C'était une de ces vies dévouées, comme la nôtre ; et il semblait que Guillaume, par un sacrifice unique, en eût absolu lui-même la grandeur. Et soudain, le Syndicalisme rapporte à Guillaume sa

jeunesse : il lui révèle à lui-même la profonde unité de ses deux passions, et qu'il ne s'est pas trompé dans le vrai, et qu'il n'a rien négligé dans le juste. Passé soixante ans, car extraordinaire, il entreprend son chef-d'œuvre, et un chef-d'œuvre ; et il le termine ! Que de vivants dans cette Internationale ! Que de caractères, que de mannequins ; quel « magasin de documents sur la nature humaine » ! L'historien, le poète Guillaume y revivent. Et leurs souvenirs redeviennent action, leur passé illumine le présent et le rédacteur de la Solidarité trouve chez lui à la Bataille Syndicaliste et à la Vie Ouvrière.

Songez enfin, mais il nous en voudrait d'insister ici, qu'il travaille et qu'il cause avec une simplicité parfaite, en vieux de la vieille et en homme d'aujourd'hui. Jamais rien de dogmatique en sa parole ni en sa pensée ; il ne veut pas nous diriger, mais marcher avec nous ; il nous enseigne, et il veut bien croire que nous l'enseignons ; sans rien du pontife il vie avec nous, dans l'esprit de Bakounine, comme un amis et comme un frère. Voilà pourquoi, songeant à lui, ce jour qu'il pourrait se sentir vieillir et tous les jours qu'il rajeunira encore, nous nous sentons élevés au plus haut de l'estime et de l'amour.

Fritz Brupbacher



Le Libertaire
 Internet : <http://le-libertaire.net/>
 E-Mail : julesdurand.lehavre@gmail.com
 Directeur de la Publication : Olivier Lanourry
 Numéro de commission paritaire en cours

A VOS PLUMES !

Le libertaire accueille amicalement l'apport artistique, les études sociales, culturelles et économiques des lecteurs et lectrices
 Envoyez vos articles au Libertaire. par Mail julesdurand.lehavre@gmail.com